

Le poids géopolitique de l'Iran et son piège politique

La version persane de cet article a d'abord été publiée sur RadioZamaneh.

Dans le monde d'aujourd'hui, tous les pays ne se trouvent pas dans la même situation. Certains fixent les règles du jeu. D'autres sont contraints de se placer sous l'égide d'une grande puissance. Et d'autres encore tentent de se maintenir quelque part entre les deux : sans être totalement subordonnés, mais sans être pour autant écartés de la scène internationale. Si l'on simplifie les choses, cela permet de mieux comprendre la position de l'Iran, non pas en tant que régime, mais en tant qu'entité géopolitique située au cœur des goulets d'étranglement énergétiques, des couloirs maritimes, des frontières eurasiennes et des rivalités sécuritaires en Asie occidentale. Sous cet angle, la véritable question est de savoir où se situe l'Iran dans l'ordre mondial, quels avantages il tire de cette position et quels coûts elle implique.

Trois positions simples dans l'ordre mondial

Pour comprendre comment les États se comportent à l'ère de la rivalité entre grandes puissances, nous pouvons commencer par une distinction simple.

Premièrement, il y a les pays qui sont eux-mêmes des puissances décisives. Ils ne se contentent pas de réagir aux événements. Ils façonnent largement l'agenda, forgent des alliances, influencent les marchés et définissent l'architecture de sécurité. C'est la position généralement associée aux grandes puissances. En relations internationales, le fait est que ces puissances ne sont pas seulement des acteurs du jeu, elles contribuent également à établir les règles pour tous les autres.

Deuxièmement, il y a les pays qui subissent tant de pressions, de menaces ou de dépendances qu'ils sont de fait contraints de choisir l'un des principaux camps. En théorie, cela s'explique souvent par un alignement sur la puissance dominante : l'État plus faible conclut que le coût de la résistance face à la puissance plus forte est supérieur aux avantages, et il rejoint donc l'un des blocs.

Troisièmement, il y a les pays qui ne cherchent ni à devenir une puissance hégémonique ni à se transformer en subordonné total de l'une d'entre elles. Ils tentent de tirer profit de la concurrence entre les grandes puissances, de diversifier leurs relations, de répartir leurs risques et de préserver autant que possible leur indépendance dans la prise de décision. La littérature récente explique souvent cela par le concept de

« couverture », ou ce que l'on pourrait appeler un « jeu intermédiaire » : ni choix définitif d'un camp, ni neutralité pure, mais un mélange de coopération, de dissuasion, de prudence et d'auto-assurance face à un avenir incertain.

Ce qui importe dans ce cadre en trois parties, c'est qu'il examine les pays à travers leur place dans la structure du pouvoir. Aucun pays ne reste éternellement dans l'une de ces trois positions. L'équilibre des pouvoirs, la guerre, les sanctions, les crises financières, les changements technologiques et les modifications des routes commerciales peuvent tous pousser un État d'une position intermédiaire vers la dépendance, ou au contraire, lui donner plus de marge de manœuvre.

Où faut-il situer l'Iran ?

Si l'on considère l'Iran non pas à travers le prisme du discours officiel du pouvoir étatique, mais à travers sa place réelle dans le monde, on se heurte à quelques réalités incontournables.

L'Iran se trouve à l'un des goulots d'étranglement énergétiques les plus sensibles au monde. Le détroit d'Ormuz reste l'un des passages les plus importants pour le pétrole et le gaz à l'échelle mondiale, avec en moyenne plus de 20 millions de barils de pétrole et de produits pétroliers qui y transitent chaque jour, soit environ un quart du commerce mondial de pétrole par voie maritime. Cette position géographique confère à l'Iran un poids qui dépasse son PIB, son niveau technologique ou son degré d'intégration dans le marché mondial.

Parallèlement, l'Iran se trouve au carrefour de plusieurs espaces géopolitiques : le golfe Persique, le Caucase, l'Asie centrale, le golfe d'Oman et les routes reliant le sud à l'Eurasie. L'adhésion à part entière de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai montre également que le pays n'est pas seulement une question relevant de l'Asie occidentale. Il s'inscrit de plus en plus dans les arrangements eurasiens. Toutefois, cette adhésion ne signifie pas qu'il bénéficie d'une garantie de défense automatique. C'est davantage le signe que l'Iran a trouvé sa place dans un réseau de coopération sécuritaire, économique et politique susceptible de renforcer son pouvoir de négociation, mais qui ne constitue pas une alliance militaire contraignante.

Sous cet angle, il est difficile de classer l'Iran dans la deuxième catégorie. L'Iran n'est pas un pays relevant du parapluie sécuritaire de l'OTAN, ni une économie absorbée dans un bloc unique, ni un État dont la voie à suivre en cas de crise peut être déterminée par l'ordre d'une seule puissance étrangère. Mais en même temps, l'Iran n'appartient clairement pas non plus à la première catégorie. Il ne dispose pas de la puissance économique de la Chine ou des États-Unis, ni de leurs réseaux d'alliances mondiaux, ni de leur pouvoir institutionnel pour façonner les règles de l'ordre mondial. Il ne reste donc que la troisième position : une puissance

régionale occupant une place intermédiaire, qui tente de préserver un certain degré d'indépendance sans pouvoir devenir une puissance hégémonique mondiale.

Qu'est-ce que la récente guerre a mis en évidence ?

L'attaque américano-israélienne et la riposte iranienne ont révélé cette position intermédiaire plus clairement que tout autre événement.

D'une part, l'Iran a montré qu'il ne pouvait être écarté à moindre coût et sans conséquences. La question ne se limitait pas à la seule capacité militaire. Le problème était que l'Iran peut toujours influencer les artères énergétiques, les assurances maritimes, les prix du pétrole, la sécurité du golfe Persique et les calculs de ses rivaux régionaux. Dans la crise actuelle, la fermeture ou la restriction partielle du trafic dans le détroit d'Ormuz a secoué les marchés mondiaux, et même le Fonds monétaire international a souligné son effet sur les prix de l'énergie, les transports et les chaînes d'approvisionnement alimentaires.

D'autre part, cette même guerre a également mis en évidence les limites de la position de l'Iran. La Russie et la Chine, malgré leur proximité politique et leur coopération stratégique avec Téhéran, ne se sont pas engagées dans une intervention militaire directe. Leur soutien est resté essentiellement diplomatique : appels à la désescalade, déclarations politiques et veto contre une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le détroit d'Ormuz. Pékin a ouvertement évoqué une « fenêtre pour la paix », et Moscou a souligné le risque d'un embrasement régional plus large et de répercussions économiques, mais aucun des deux pays n'a fait de cette guerre sa propre guerre.

C'est là le cœur sensible de la troisième position : un pouvoir de négociation sans garantie de défense. Un pays qui souhaite rester indépendant et éviter de rejoindre pleinement un bloc peut bénéficier d'un soutien politique en cas de crise, mais pas nécessairement d'un bouclier militaire. En d'autres termes, cette position intermédiaire a permis à l'Iran de ne pas devenir un simple objet des accords conclus par d'autres, mais elle n'est toujours pas assez forte pour que d'autres entrent en guerre directement pour assurer sa survie.

Les avantages de la position intermédiaire pour l'Iran

D'un point de vue géopolitique, cette position offre plusieurs avantages importants.

Premièrement, une relative indépendance dans la prise de décision. Un pays occupant une position intermédiaire n'est pas tenu de définir l'ensemble de ses intérêts selon la logique d'un seul bloc étranger. Il peut coopérer avec la Chine dans un domaine, tirer parti de la division entre la Russie et l'Occident dans un autre, et adopter une ligne plus indépendante dans un troisième domaine. C'est cette autonomie relative qui permet aux

États d'agir en tant que sujets politiques, et non simplement comme des objets gérés par les grandes puissances.

Deuxièmement, un plus grand pouvoir de négociation. Une position intermédiaire, si elle est combinée à des ressources stratégiques, à la géographie et à une capacité de dissuasion, peut accroître la valeur d'échange d'un pays. C'est exactement pour cela que l'Iran compte : son énergie, ses voies de transit, sa situation maritime et ses liens régionaux font qu'il est impossible, même pour ses ennemis, de l'ignorer. Le veto de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité ne signifiait pas une alliance militaire, mais il a tout de même montré que l'Iran peut imposer des coûts juridiques et diplomatiques à ses rivaux.

Troisièmement, la dissuasion par l'importance structurelle. Le pouvoir ne se résume pas au nombre de missiles ou à la taille de l'économie. Parfois, un pays acquiert un poids supérieur à sa taille officielle parce qu'il occupe un point d'étranglement stratégique, en raison de son influence sur le marché mondial, ou parce qu'il peut propager une crise. Pour l'Iran, le détroit d'Ormuz joue exactement ce rôle.

Quatrièmement, la possibilité d'éviter une subordination totale. Dans un monde où la rivalité entre les grandes puissances s'est à nouveau intensifiée, de nombreux États s'efforcent de ne pas faire de choix définitif et souhaitent garder toutes leurs options ouvertes. L'Iran, quelle que soit l'opinion que l'on ait de son système politique, reste un pays qui a refusé d'être pleinement absorbé dans l'ordre d'une puissance hégémonique, et ce refus lui-même fait désormais partie de son poids géopolitique.

Les faiblesses et les contradictions de cette position

Mais cette même position comporte également de graves faiblesses structurelles.

Premièrement, l'isolement stratégique. La principale faiblesse de la troisième position réside dans le fait qu'en cas de danger, il apparaît clairement qu'il existe de nombreux partenaires, mais très peu de garants. La guerre récente a montré que la proximité avec la Russie et la Chine ne signifie pas en soi qu'elles entreront sur le champ de bataille. Il ne s'agissait ni d'une trahison ni d'une surprise. C'est simplement ainsi que fonctionnent les grandes puissances. Elles vont aussi loin que l'exigent leurs propres intérêts, et non aussi loin qu'un partenaire régional pourrait le souhaiter.

Deuxièmement, la fragilité économique. La position intermédiaire n'est un avantage que si le pays peut tirer profit de multiples canaux de commerce, d'investissement, de technologie et d'échanges. Plus cette capacité s'affaiblit, plus la diversification des risques passe d'une compétence stratégique à une exigence coûteuse. Si un pays ne parvient pas, dans la pratique, à garantir la diversité économique et technologique

dont il a besoin, alors rester au milieu n'est plus un signe de force. Cela peut au contraire signifier être coincé dans une situation épuisante. Les récentes perturbations dans le détroit d'Ormuz et la flambée des prix de l'énergie ont montré que l'Iran avait un poids géopolitique significatif, mais elles ont également montré que l'économie régionale et mondiale subissait des dommages à cause de telles tensions, et que l'Iran lui-même n'échappait pas à cette destruction.

Troisièmement, le danger de devenir une puissance qui ne fait qu'engendrer des coûts. Si un pays est capable de créer des crises mais ne peut offrir un ordre stable, il passe progressivement du statut de pôle potentiel à celui d'acteur coûteux. C'est là la frontière entre une puissance régionale et un acteur perturbateur. Pour franchir cette frontière, la capacité de destruction ne suffit pas. Un pays a également besoin de puissance économique, de légitimité régionale, de liens stables et de la capacité à forger une coopération durable.

Quatrièmement, le risque de glisser de la troisième position vers la deuxième. C'est là la contradiction la plus profonde qui se cache au cœur de la stratégie intermédiaire. Un pays qui ne veut pas de dépendance peut, sous une pression suffisante, finir par s'appuyer de plus en plus sur quelques partenaires limités, simplement pour survivre. À ce stade, la position intermédiaire prend fin et la dépendance commence. C'est pourquoi la troisième position n'est viable que s'il existe des capacités internes, des outils économiques et une réelle marge de manœuvre pour la diversification. Même la littérature sur la couverture le montre clairement : la couverture est une forme d'assurance, pas un miracle. Et l'assurance ne peut durer si les ressources nécessaires pour la payer disparaissent.

La question principale : s'agit-il d'occuper une position, ou de se doter de la puissance nécessaire pour la maintenir ?

En ce qui concerne l'Iran, la question ne se limite pas à savoir dans quelle catégorie il s'inscrit. La véritable question est de savoir si cette position géopolitique peut se transformer en une capacité historique à garantir et à consolider sa place. Jusqu'à présent, la réponse est partagée.

D'une part, l'Iran est un pays qu'on ne peut pas simplement effacer. La géographie, l'énergie, le détroit d'Ormuz, les liens eurasiens et la capacité de dissuasion en ont fait une variable permanente dans les équations de l'Asie occidentale. D'autre part, il n'est pas encore clair si ce poids structurel peut se transformer en une hégémonie régionale stable, ou même en une position intermédiaire durable et en pleine croissance. Le poids géopolitique en soi n'est pas synonyme de puissance historique. La position géographique est une possibilité, pas une fatalité.

L'Iran peut devenir plus fort grâce à sa position géopolitique, mais la République islamique, en tant que pouvoir en place, n'a pas mis cette

force au service de la société. Le problème ne réside pas uniquement dans la pression extérieure. Le problème est qu'un État idéologique et axé sur la sécurité traduit les avantages stratégiques d'un pays non pas en termes de développement et de bien-être public, mais en termes de survie, de crise et de discipline. C'est pourquoi ce qui aurait pu être une source de force pour la société s'est transformé à maintes reprises en un mécanisme d'épuisement de la société.

La République islamique a également contribué activement à reproduire un environnement dans lequel les pressions extérieures et le repli sur soi se nourrissent mutuellement. Plus son comportement est devenu régional et idéologique, plus elle s'est appuyée sur l'appareil sécuritaire. Et plus elle s'est appuyée sur l'appareil sécuritaire, moins elle a été capable de traduire la position géopolitique de l'Iran en termes d'intérêt public. Il en résulte un cercle vicieux : les tensions extérieures conduisent à la sécurisation de l'intérieur ; la sécurisation de l'intérieur bloque le développement ; l'échec du développement aggrave la dépendance à l'égard de la géopolitique de la crise ; et ce cycle, une fois de plus, intensifie les tensions extérieures.

C'est pourquoi la véritable question est de savoir comment la République islamique vit cette position. Pour un État développementaliste, une position intermédiaire pourrait signifier diversifier les relations étrangères, utiliser la rivalité entre grandes puissances pour obtenir des avantages économiques et transformer la géographie en bien-être public. Mais pour la République islamique, cette position a souvent signifié autre chose : préserver l'indépendance de l'État face aux hégémons mondiaux sans transformer cette indépendance en autonomisation sociale. En conséquence, l'indépendance vis-à-vis de l'extérieur s'est accompagnée d'un repli sur soi à l'intérieur. L'État a tenté d'éviter d'être englouti par l'ordre des grandes puissances, mais il l'a fait non pas en s'appuyant sur la société, mais en affaiblissant la société.

Siyavash Shahabi

<https://firenexttime.net/irans-geopolitical-weight-and-its-political-trap/>

traduit par DE